



Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Arbois Poligny Salins

ANNEXES

I.4. Zones d'exploitation des carrières

Date de prescription : 19/12/2017

Date Arrêt-projet : 15/04/2025

Mise à l'enquête publique en date

du : Date approbation :



PRÉFECTURE DU JURA

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Lons le Saunier, le 04 novembre 2003

Bureau de l'Environnement
et du Cadre de Vie

Affaire suivie par :

LE PREFET DU JURA

☎ :

à

Référence à rappeler :

M. le Maire de MIERY

39800 MIERY

Objet : PLU de MIERY.
 Restrictions à l'usage du sol.

P. J. : 1

Les environs du village de MIERY font l'objet depuis des décennies d'un phénomène d'affaissements lié à la dissolution du toit du sel dans le sous-sol en rapport avec l'exploitation du sel par la Société SOLVAY sur la concession minière de POLIGNY. Le risque d'un effondrement brutal à caractère catastrophique y a été considéré comme à exclure du fait que les vides créés par la dissolution se referment progressivement.

Vis-à-vis des affaissements, leur vitesse a diminué notablement à partir de 1977, année où les injections de saumure par la Société Solvay ont remplacé les injections d'eau douce. Toutefois ces affaissements se poursuivent sans signe de décélération. La zone concernée par ces mouvements fait l'objet de mesures annuelles de nivellement de la part de la Société Solvay qui remet un rapport de synthèse à la DRIRE FRANCHE-COMTE.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que cette dernière a soumis cette affaire au Pôle « Après-Mines EST », organisation interrégionale d'appui localisée à METZ, qui a demandé à GEODERIS (Groupement d'intérêt public réunissant des compétences du BRGM et de l'INERIS) de porter avis sur l'évolution possible des phénomènes observés.

L'étude remise le 17 avril 2003 établit que la dissolution dans la zone de MIERY et les affaissements qui en résultent, s'apparentent désormais à un phénomène naturel qui se poursuivra très longtemps après l'exploitation industrielle du sel et à une vitesse de l'ordre de celle qui s'établira après la fin de cette exploitation. Elle confirme que le risque d'effondrement brutal à caractère catastrophique demeure exclu.

Il ressort que le mécanisme de dissolution fonctionnant tout seul ne cessera dès lors que lorsque la particularité structurale du toit du sel qui le rend possible, aura disparu, c'est-à-dire quand le bombement situé au toit du sel dans la zone de MIERY aura été totalement dissous, ce qui nécessiterait des siècles, des millénaires ou plus. L'expertise conduite laisse apparaître que la zone affectée par les affaissements aura tendance à s'étendre mais très lentement.

La poursuite des mesures et la surveillance des affaissements restent par conséquent indispensables d'une part sur la zone reconnue active de MIERY d'un diamètre voisin de 200 mètres qui se situe juste avant l'entrée Nord du village et englobant la partie la plus septentrionale de MIERY et aussi sur un secteur assez large pour qu'il soit possible de tracer l'enveloppe au delà de laquelle il n'y pas de mouvement significatif.

Si la surveillance administrative et la police spéciale des mines telle que prévue à l'article 77 du Code Minier continue de s'exercer, il m'apparaît opportun et particulièrement important, que dans le cadre de l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme de MIERY, l'étude considérée soit mise à profit par votre municipalité pour opérer les choix qu'elle est amenée à faire dans le cadre de ses attributions, notamment en matière d'urbanisme et d'occupation des sols.

Ainsi dans le cadre des dispositions de l'article L 121-2 du Code de l'Urbanisme, je vous joins en annexe au présent porter à connaissance un exemplaire de l'étude R2003/040 établie par le GIP GEODERIS et portant avis sur les mouvements de terrains sur votre commune.

J'adresse copie de la présente à M. le Directeur départemental de l'Équipement et à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Le Préfet,

Signé : Philippe MAFFRE



PRÉFET DU JURA

Arrêté n° 2016- donnant acte à la société INOVYN France de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miery

Le préfet du Jura
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code minier, notamment ses articles L 163-1 et suivants,

Vu le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains et notamment son article 46,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,

Vu le décret du 5 décembre 1973 instituant la concession de sel gemme de Miery au profit de la Compagnie de Mines de sel de Poligny devenue Solvay Electrolyse France puis INOVYN France,

Vu l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines,

Vu le dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miery présenté par la société INOVYN France (dénommée précédemment Solvay Electrolyse France), transmis à M. le Préfet du Jura le 23 novembre 2015 et complété le 29 avril 2016 suite à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté en date du 03 mars 2016,

Vu le rapport de recevabilité établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté le 10 juin 2016,

Vu les avis émis par l'Agence Régionale de Santé et la Direction Régionale des Affaires Culturelles consultées en application de l'article 46 du décret n° 2006-649 susvisé,

Vu l'absence de réponse de la Direction Départementale des Territoires, de l'autorité militaire consultés et des communes de Miery et Saint-Lothain consultées en application de l'article 46 du décret n° 2006-649 susvisé,

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté en date du 30 novembre 2016,

Considérant que la consultation des services de l'État et des Maires des communes de Miery et Saint-Lothain n'a pas appelé d'observation de leur part,

Considérant que les travaux réalisés, pour leur part visible, sont conformes à la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers,

Considérant qu'un porter à connaissance auprès du Maire de la commune de Miery sera réalisé afin de l'informer de la présence d'un puits sur sa commune,

Considérant qu'il apparaît que le site remis en état n'est pas susceptible de porter aux atteintes visées à l'article L 161-1 du Code minier,

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Jura,

ARRÊTE

ARTICLE 1 –

Il est donné acte à la société INOVYN France, dont le siège social est situé 25 rue de Clichy – 75009 Paris de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miery.

Cette formalité met fin à l'application de la police des mines sous réserve des cas mentionnés à l'article L 163-9 du Code minier.

ARTICLE 2 –

Le présent arrêté sera notifié à la société INOVYN France.

Le présent arrêté sera transmis aux maires des communes de Miery et Saint-Lothain pour y être tenu à disposition du public. Un extrait de la présente décision sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par procès-verbal des maires.

Un extrait du présent arrêté est, par les soins du Préfet, affiché en Préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Jura.

ARTICLE 3 –

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal Administratif de Besançon par :

- l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- les tiers dans un délai de 2 mois à compter de la publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 4 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Jura, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, les maires des communes de Miery et Saint-Lothain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- aux maires des communes de Miery et Saint-Lothain,
- au directeur départemental des territoires du Jura,
- au délégué territorial du Jura de l'agence régionale de santé,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Lons-le-Saunier, le 21 DEC. 2016

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Renaud NURY



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU JURA

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Lons-le-Saunier, le

21 DEC. 2016

Service prévention des risques

Département Risques Accidentels

Nos réf. : DRA/SD/MLH 16_1938

Vos réf. :

Affaire suivie par : Sébastien DUBOIS

seb.dubois@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03.45.83.22.67 – Fax : 03.45.83.22.95

Objet : déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de
Miéry déposée par la société INOVYN France

P.J. : plan de localisation du sondage « Les Bordes »

Monsieur le maire,

Par courrier en date du 23 novembre 2015, la société INOVYN France a déclaré l'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miéry.

Après instruction du dossier par les services de l'État, j'ai décidé de donner acte à l'exploitant de sa déclaration.

Les seuls travaux effectués à l'intérieur du périmètre de la concession sont la réalisation d'un forage de reconnaissance dit "Les Bordes", en avril 1972, dans le but de confirmer l'intérêt pour cette concession. Il est à noter que ce sondage a été réalisé avant la délivrance de la concession. Ce dernier a été rebouché et cimenté jusqu'à 31 mètres du sol, l'année de sa réalisation. Au vu de la profondeur du toit du sel (203,60 mètres) et de son rebouchage, ce sondage ne présente pas de risque d'introduction d'eau pouvant être à l'origine de dissolution de sel.

Ce sondage est situé sur la parcelle ZM75 au lieu-dit "Aux Bordes" sur la commune de Saint-Lothain (cf. carte de localisation ci-jointe). La tête du sondage "Les Bordes" n'a pas été matérialisée. En effet, une dalle de béton a été réalisée et un hangar construit dessus.

Je porte donc à votre connaissance la présence de forage au titre de l'article L 125-2 du Code de l'environnement et vous invite à conserver la mémoire du sondage via les documents d'urbanisme applicables à votre commune.

Monsieur le Maire de Saint Lothain
Mairie
10, avenue Charles Sauria
39230 SAINT LOTHAIN

Horaires d'ouverture : 09h00-12h00 / 13h30-17h00
Tél. : 33 (0) 3 81 21 67 00 – Fax : 33 (0) 3 81 21 69 99
TEMIS – 17 E rue Alain Savary – CS 31269 – 25005 BESANÇON Cedex
www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

SPR – DDT39 - Chrono

Le service prévention des risques de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement se tient à votre disposition pour toutes questions relatives à ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Renaud NURY





PRÉFETE DU JURA

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT FRANCHE-COMTE

Unité territoriale du Jura

CARRIERE DE GROZON
PLACOPLATRE S.A.S

Arrêté préfectoral de mise en place
de servitudes d'utilité publique
N° AP-2010- 25 -DREAL

LA PREFETE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et L.126-1 ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1518 du 30 mai 1973 modifié par l'arrêté préfectoral n° 625 du 20 mai 1981 autorisant la Société des PLATRIÈRES MODERNES DE GROZON à exploiter une carrière souterraine de gypse sous les communes de BUVILLY, GROZON et POLIGNY ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1634 du 16 décembre 1981 autorisant la Société des PLATRIÈRES de GROZON à exploiter (en extension) pour une durée de 30 ans une carrière souterraine de gypse sur le territoire des communes de BUVILLY et POLIGNY, sur une superficie de 43 ha 26 a 39 ca ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 435 du 25 avril 1994, accordé à la Société SA PLATRIÈRES DE GROZON, prorogeant l'autorisation d'exploiter une carrière souterraine de gypse pour une durée de 30 ans et, notamment, son article 9 imposant la réalisation d'une étude sur les affaissements et les risques d'effondrement sur l'ensemble du titre minier et plus particulièrement sur les zones d'exploitation actuelle ;
- VU le récépissé de déclaration n° 12/99 du 09 février 1999 de changement de dénomination sociale délivré à la Société GYPSE SAMC ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1908 du 16 décembre 2002 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière de gypse précédemment exploitée par GYPSE SAMC à la Société PLACOPLATRE ;
- VU la notification de la déclaration de la cessation d'activité de l'usine de fabrication de plâtre et de produits à base de plâtre adressée à M. le Préfet du JURA en date du 25 mai 2005 ;
- VU le mémoire sur l'état du site relatif à la cessation d'activité de l'usine de fabrication de plâtre et de produits à base de plâtre adressée à M. le Préfet du JURA en date du 27 octobre 2005, validant un arrêt de l'activité en date du 30 juin 2005 ;
- VU le dossier de notification de cessation d'activité et de remise en état du site, référence C 1538 GRO – 28/11/2006 en date du 12 décembre 2006 ;
- VU les rapports de l'INERIS en date du 25 juin 1997 référencés INERIS SSE/Cdi/BS-97-26EDO4/RO4 et INERIS SSE/Cdi/BS-97-26EDO4/RO3 relatifs à l'étude du risque d'instabilité des carrières de gypse de GROZON ;

- VU le rapport de l'INERIS en date du 24 mars 1998 référencé INERIS SSE-Cdi/BS-98-26EF98/RO1 bis relatif à la sensibilité des infrastructures de surface situées au surplomb des anciennes carrières de gypse de GROZON ;
- VU le rapport de l'INERIS en date du 20 septembre 1999 référencé INERIS DRS-99-22745-RO1 relatif au contrôle des travaux de comblement ;
- VU le rapport de l'INERIS en date du 23 décembre 2008 référencé INERIS DRS-08-100842-15239A relatif au réexamen de l'aléa établi en 1997 au droit de la carrière de Grozon en vue d'y ajouter la marge d'influence (ou de sécurité) ;
- VU le dossier de consultation des Communes (Conseils municipaux, Enquête publique) comprenant une notice de présentation, l'énoncé des règles envisagées de servitudes et un plan faisant ressortir le périmètre de la servitude ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 86 du 30 mars 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire des communes de Poligny, Buvilly et Grozon ;
- VU le rapport et l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 3 juillet 2010 ;
- VU l'avis du Conseil municipal de Grozon dans sa séance en date du 12 mai 2010 ;
- VU l'avis du Conseil municipal de Buvilly dans sa séance en date du 4 juin 2010 ;
- VU l'avis du Conseil municipal de Poligny dans sa séance en date du 18 juin 2010 ;
- Vu les propositions de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche Comté, inspection des installations classées, objet du rapport en date du 03 août 2010 ;
- VU l'avis de la Commission départementale des sites et des paysages - Formation Carrières - en date du 8 novembre 2010 ;

CONSIDÉRANT :

- Que la société PLACOPLATRE a exploité une installation classée pour la protection de l'environnement sur les communes de GROZON, POLIGNY et BUVILLY ;
- Que les études susvisées ont mis en évidence que les parcelles concernées par l'exploitation souterraine sont exposées à l'apparition de désordres en surface imputables à l'exploitation souterraine de gypse ;
- Que des mesures de protection active visant à s'opposer aux phénomènes redoutés jusqu'à les supprimer n'apparaissent pas techniquement et économiquement possibles ;
- Que des mesures de surveillance sur les zones en objet sont inadaptées au cas d'espèce (étendue, caractères variés et localisés des mécanismes de rupture) ;

CONSIDERANT :

- dès lors que des mesures d'inconstructibilité des parcelles concernées doivent être adoptées afin de maintenir une vocation exclusivement agricole de celles-ci pour assurer la sécurité des personnes ;

L'exploitant consulté et entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura ;

ARRÊTE,

ARTICLE I. ZONE D'EMPRISE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les conditions énoncées à l'article II sur les parcelles reprises selon les délimitations géographiques du plan joint en annexe 1.

La liste des parcelles concernées est fournie en annexe 2.

L'objectif des présentes servitudes est d'assurer la maîtrise pérenne des usages et occupations de ces parcelles compte tenu de l'existence de galeries souterraines à leur aplomb issues de l'exploitation d'une carrière souterraine de gypse et des désordres en surface qui peuvent en résulter.

ARTICLE II. RÈGLES DE SERVITUDES

Les parcelles définies à l'article I sont rendues inconstructibles pour tout type de construction, y compris à destination agricole. Leur usage doit être maintenu à vocation agricole exclusivement.

ARTICLE III.

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont publiées à la conservation des hypothèques et seront prises en compte dans les documents d'urbanisme des communes de BUVILLY, GROZON, POLIGNY dans le délai d'un an.

ARTICLE IV.

Conformément à l'article L.515-11 du Code de l'Environnement, lorsque l'institution des présentes servitudes entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté. Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant. A défaut d'accord à l'amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

Le préjudice est estimé à la date de la première instance. Toutefois, est seul pris en considération l'usage possible des immeubles et droits immobiliers un an avant l'ouverture de l'enquête publique. La qualification éventuelle de terrain à bâtir est appréciée conformément aux dispositions de l'article L.13-15 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Le juge limite ou refuse l'indemnité si une acquisition de droits sur un terrain a, en raison de l'époque où elle a eu lieu ou de toute autre circonstance, été faite dans le but d'obtenir une indemnité.

ARTICLE V.

Le présent arrêté sera notifié à la Société PLACOPLATRE S.A, 34 avenue Franklin Roosevelt 92282 SURESNES. Il sera affiché pendant un mois à la mairie de GROZON, de BUVILLY et de POLIGNY. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire.

Un avis sera inséré, aux frais de la Société PLACOPLATRE, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Jura.

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

Le présent arrêté sera notifié à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit, au fur et à mesure qu'ils sont connus.

ARTICLE VI.

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, MM. les Maires de BUVILLY, GROZON et POLIGNY ainsi que M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de GROZON,
- M. le Maire de BUVILLY,
- M. le Maire de POLIGNY,
- M. le Directeur Départemental des Territoires à LONS-LE-SAUNIER,
- M. le Directeur interdépartemental des routes – Est (DIREST), 10 -16 promenade des canaux – BP 82120 – 54021 Nancy Cedex,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté à BESANÇON,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté – Unité Territoriale du Jura à PERRIGNY.

Fait à LONS-LE-SAUNIER, le 14 DEC. 2010

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Jean-Marie WILHELM

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

PRÉFET DU JURA

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Service prévention des risques

Département Risques Accidentels

Dijon, le

08 DEC. 2016

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet du Jura
Préfecture du Jura
8, rue de la Préfecture
39030 LONS-LE-SAUNIER

Nos réf. : DRA/SD/MLH 16_1938

Vos réf. :

Affaire suivie par : Sébastien DUBOIS
seb.dubois@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03.45.83.22.67 – Fax : 03.45.83.22.95

Objet : Déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de Miéry déposée par la société INOVYN France

P.J : - Rapport et projet d'arrêté préfectoral de donner acte
- Projet de porter à connaissance au maire de Miéry

Par transmission en date du 23 novembre 2015, complétée le 29 avril 2016 suite à notre demande du 03 mars 2016, la société INOVYN France a déclaré l'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de mine de sel gemme de Miéry.

Après examen par le service prévention des risques de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, cette déclaration a été jugée complète sur la forme en application des dispositions du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.

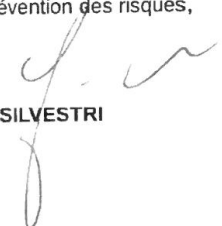
Une consultation des services et des communes concernées a donc été effectuée conformément à l'article 46 du décret susvisé.

L'examen du dossier par mon service a donné lieu au rapport de synthèse ci-joint dont j'approuve les conclusions.

Le seul sondage réalisé dans le périmètre de la concession a été rebouché et ne présente pas de risque. Aucune mise en sécurité n'est donc nécessaire. Je vous propose donc de délivrer le donner acte mettant fin à la surveillance administrative et à la police des mines sur cette concession, conformément au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Par ailleurs, nous vous proposons de porter à la connaissance du maire de Saint-Lothain la localisation du sondage « Les Bordes » afin de conserver la mémoire de ce sondage notamment dans les documents d'urbanisme. Dans ce cadre, un projet de courrier est joint au présent rapport.

Pour le directeur régional et par délégation
le chef du service prévention des risques,



Corinne SILVESTRI



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU JURA

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Dijon, le 30 novembre 2016

Service prévention des risques

Département Risques Accidentels

Nos réf. : DRA/SD/MLH 16_1882

Vos réf. :

Affaire suivie par : Sébastien DUBOIS

seb.dubois@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03.45.83.22.67 – Fax : 03.45.83.22.95

P.J. : 2

Concession de sel gemme de Miéry (39) – Arrêt définitif des travaux miniers

Société INOVYN France

Par transmission en date du 23 novembre 2015, la société INOVYN France a déclaré l'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miéry, située dans le Jura. Le dossier de déclaration a été complété le 29 avril 2016 suite à notre demande en date du 03 mars 2016.

La concession de mine de sel gemme a été instituée par décret du 05 décembre 1973 au profit de la Compagnie de mines de sel de Poligny. Elle est actuellement détenue par la société SOLVAY ELECTROLYSE France qui est devenue INOVYN France.

Sa superficie est de 164 ha et concerne les communes de Miéry et Saint Lothain (Jura). Le périmètre de la concession est constitué par un polygone à côtés rectilignes, à l'exception des côtés BC et CD, dont les sommets sont définis par ces coordonnées :

Bornes	Coordonnées (en Lambert II)	
	X	Y
A	852 550	206 070
B	852 600	204 790
C	853 870	203 940
D	854 080	204 340
E	853 280	205 310
F	853 130	206 300

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 13h30-17h00

Tél. : 33 (0) 3 81 21 67 00 – fax : 33 (0) 3 81 21 69 99

TEMIS, 17 E rue Alain Savary, CS 31269, 25005 BESANCON CEDEX
www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

La présente déclaration s'inscrit dans le cadre :

- du Code minier, et notamment des articles L 163-1 et suivants relatifs à l'arrêt des travaux miniers,
- du décret n°2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines, et en particulier de son chapitre V du titre III relatif à l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières et de stockage,
- de l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines.

L'objet du présent rapport vise à s'assurer que l'exploitant a mis en œuvre les mesures nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L 161-1 du Code minier et à donner acte de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers dans le cas où les mesures prises sont satisfaisantes.

1/ Instruction de la demande

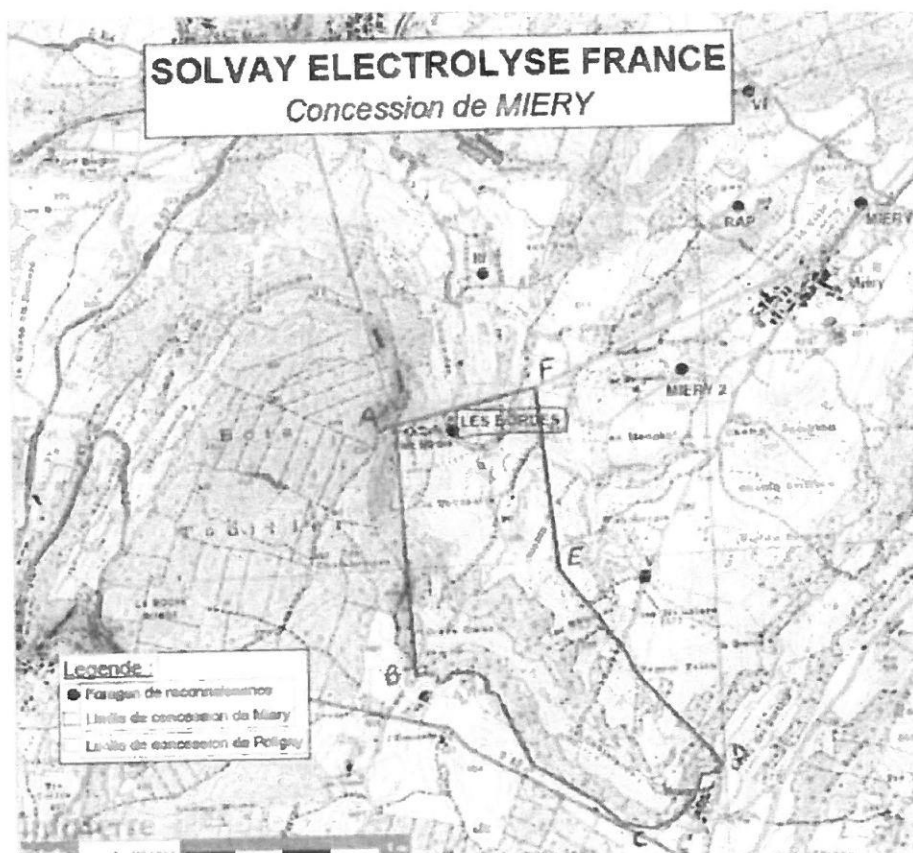
1.1 Recevabilité

Le dossier a été déclaré recevable par la DREAL dans son rapport en date du 10 juin 2016.

1.2 Travaux

La concession de sel gemme de Miery n'a jamais fait l'objet d'exploitation.

Les seuls travaux effectués à l'intérieur du périmètre de la concession sont la réalisation d'un forage de reconnaissance dit "Les Bordes" en avril 1972 dans le but de confirmer l'intérêt pour cette concession. A noter que ce sondage a été réalisé avant la délivrance de la concession.



L'exploitant a joint à son dossier une coupe du forage des Bordes mis en sécurité. Il ressort que ce dernier a été rebouché et cimenté jusqu'à 31 mètres du sol, l'année de sa réalisation. Au vu de la profondeur du toit du sel (203,60 mètres) et de son rebouchage, ce sondage ne présente pas de risque d'introduction d'eau pouvant être à l'origine de dissolution de sel.

Il convient de noter que la commune de Miery a été impactée par des mouvements de terrain liés à l'exploitation du sel. Toutefois, les études réalisées (BRGM et GEODERIS) ont démontré que ces mouvements étaient dus à l'exploitation de la concession de sel gemme de Poligny dont une des limites est commune avec la concession de Miery (côté AF), la zone en exploitation se situant quant à elle à plus de 2 km de la concession.

1.3 Mesures proposées

La tête du sondage "Les Bordes" n'a pas été matérialisée. En effet, une dalle de béton a été réalisée et un hangar construit dessus.

Compte tenu de l'absence de risque pour la stabilité des terrains, la mesure proposée par l'exploitant est de conserver la mémoire du sondage situé sur la parcelle ZM75 au lieu-dit "Aux Bordes" sur la commune de Saint-Lothain.

2/ Consultations des services et des communes

Les consultations réglementaires ont été réalisées par courrier en date du 10 juin 2016.

Les réponses des services administratifs et de l'autorité militaire sont les suivantes :

- Par courrier en date du 22 juin 2016, l'Agence Régionale de Santé indique qu'elle n'a pas d'observation à formuler et qu'elle émet un avis favorable.
- Par courriel du 20 juin 2016, la Direction Régionale des Affaires Culturelles émet un favorable à l'arrêt définitif des travaux.

La Direction Départementale des Territoires, l'autorité militaire consultées et les communes de Miery et Saint-Lothain, consultées en application de l'article 46 du décret n° 2006-649 susvisé, n'ont pas émis d'avis.

3/ Analyse et proposition

La concession de sel de Miery n'a jamais été exploitée. Seul un sondage a été effectué mais a aussitôt été rebouché. Celui-ci ne présente donc pas de risque significatif pour la stabilité des terrains ni pour les eaux souterraines.

Compte tenu du fait que le sondage n'a pas été matérialisé, il convient de porter à la connaissance de la commune de Saint-Lothain la présence d'un sondage sur la parcelle ZM75.

Aucune autre mesure n'apparaît nécessaire. Il n'y a donc pas lieu de prescrire à l'exploitant par arrêté préfectoral des travaux de mise en sécurité. Un arrêté de second donner acte peut donc être délivré directement.

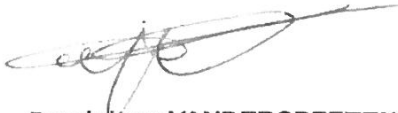
4/ Conclusion

Le dossier de déclaration d'arrêt de travaux miniers présenté par la société INOVYN France pour sa concession de sel gemme de Miery est conforme aux dispositions du Code minier et des textes pris pour son application notamment le décret n°2006-649 du 2 juin 2006.

Le seul sondage réalisé dans le périmètre de la concession a été rebouché et ne présente pas de risque. Seul un porter à connaissance, à l'attention de la commune de Saint-Lothain, est nécessaire. Un courrier en ce sens est joint au présent rapport.

Les services et communes consultés n'ont pas émis de réserve aux propositions faites par l'exploitant.

En conséquence, et en application des dispositions de l'article 46 du décret 2006-649 du 2 juin 2006, nous proposons à M. le préfet de donner acte à la société INOVYN France de la déclaration d'arrêt définitif des travaux présentée pour la concession de sel gemme de Miery. Dans ce cadre, un projet d'arrêté préfectoral de donner acte est joint au présent rapport.

Rédacteur :	Vérificateur et approbateur :
Le chargé de mission "Mines, Après-mines"	Le chef du département risques accidentels
	
Sébastien DUBOIS	Dominique VANDERSPEETEN



PRÉFET DU JURA

Arrêté n° 2016- donnant acte à la société INOVYN France de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miery

Le préfet du Jura
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code minier, notamment ses articles L 163-1 et suivants,

Vu le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains et notamment son article 46,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,

Vu le décret du 5 décembre 1973 instituant la concession de sel gemme de Miery au profit de la Compagnie de Mines de sel de Poligny devenue Solvay Electrolyse France puis INOVYN France,

Vu l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines,

Vu le dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miery présenté par la société INOVYN France (dénommée précédemment Solvay Electrolyse France), transmis à M. le Préfet du Jura le 23 novembre 2015 et complété le 29 avril 2016 suite à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté en date du 03 mars 2016,

Vu le rapport de recevabilité établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté le 10 juin 2016,

Vu les avis émis par l'Agence Régionale de Santé et la Direction Régionale des Affaires Culturelles consultées en application de l'article 46 du décret n° 2006-649 susvisé,

Vu l'absence de réponse de la Direction Départementale des Territoires, de l'autorité militaire consultés et des communes de Miery et Saint-Lothain consultées en application de l'article 46 du décret n° 2006-649 susvisé,

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté en date du 30 novembre 2016,

Considérant que la consultation des services de l'État et des Maires des communes de Miery et Saint-Lothain n'a pas appelé d'observation de leur part,

Considérant que les travaux réalisés, pour leur part visible, sont conformes à la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers,

Considérant qu'un porter à connaissance auprès du Maire de la commune de Miery sera réalisé afin de l'informer de la présence d'un puits sur sa commune,

Considérant qu'il apparaît que le site remis en état n'est pas susceptible de porter aux atteintes visées à l'article L 161-1 du Code minier,

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Jura,

ARRÊTE

ARTICLE 1 –

Il est donné acte à la société INOVYN France, dont le siège social est situé 25 rue de Clichy – 75009 Paris de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme de Miery.

Cette formalité met fin à l'application de la police des mines sous réserve des cas mentionnés à l'article L 163-9 du Code minier.

ARTICLE 2 –

Le présent arrêté sera notifié à la société INOVYN France.

Le présent arrêté sera transmis aux maires des communes de Miery et Saint-Lothain pour y être tenu à disposition du public. Un extrait de la présente décision sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par procès-verbal des maires.

Un extrait du présent arrêté est, par les soins du Préfet, affiché en Préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Jura.

ARTICLE 3 –

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal Administratif de Besançon par :

- l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- les tiers dans un délai de 2 mois à compter de la publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 4 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Jura, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, les maires des communes de Miery et Saint-Lothain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- aux maires des communes de Miery et Saint-Lothain,
- au directeur départemental des territoires du Jura,
- au délégué territorial du Jura de l'agence régionale de santé,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Lons-le-Saunier, le

Le Préfet,

PRÉFET DU JURA

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Lons-le-Saunier, le 11 JUIN 2017

Service prévention des risques

Département Risques Accidentels

Nos réf. : DRA/SD/MB 17_242

Vos réf. :

Affaire suivie par : Sébastien DUBOIS ✱
seb.dubois@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03.45.83.22.67 – Fax : 03.45.83.22.95

Objet : déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de
Salins déposée par la société CSME

P.J. : cartographies des aléas miniers

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 11 décembre 2015, la société Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME) a déclaré l'arrêt définitif des travaux miniers de la concession de sel gemme et sources salées de Salins.

Après instruction du dossier par les services de l'État, j'ai décidé de donner acte à l'exploitant de sa déclaration.

Aléas Miniers :

Il ressort du dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux que des aléas miniers résiduels de niveau faible subsistent pour les 7 ouvrages miniers de la concession, tous situés sur la commune de Salins-les-Bains. Vous trouverez ci-joint les cartes d'aléas correspondantes. Par ailleurs, sont reprises dans le tableau ci-dessous les caractéristiques des aléas miniers pour chaque ouvrage :

Ouvrages	Type d'aléa retenu	Cartographie de l'aléa
Puits à Muyre	Effondrement localisé de niveau faible en surface	Disque de 2 m de rayon autour du point
Sondages du Tripot et de reconnaissance du Tripot		Parcelle AO n°79 + tampon de 3 mètres autour de la parcelle
Sondages à Grey 1 et 2	Effondrement localisé de niveau faible dans les souterrains	Première travée de la voûte + tampon de 2 m vers le Nord et le Sud en suivant la galerie
Sondage Amont		Disque de 2 m de rayon autour du point
Sondage du Grand Chargement		Dernière travée de la voûte + tampon de 2 m vers le Sud en suivant la galerie

Monsieur le Président
Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins – Cœur du Jura
9, rue des Petites Marnes
39800 POLIGNY

Horaires d'ouverture : 09h00-12h00 : 13h30-17h00
Tél. : 33 (0) 3 81 21 67 00 – Fax : 33 (0) 3 81 21 69 99
TEMIS 17 E rue Alain Savary – CS 31269 – 25005 BESANÇON Cedex
www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

Le service prévention des risques de la DREAL, chargé de l'après-mines, est à votre disposition pour toute précision technique sur les aléas concernés.

Porter à connaissance :

Je porte donc à votre connaissance ces aléas miniers au titre de l'article L 132-2 du Code de l'Urbanisme et vous invite à conserver la mémoire des ouvrages miniers via les documents d'urbanisme applicables à votre collectivité.

Les informations comprises dans ces études constituent des documents de référence que vous devez prendre en compte dans le cadre de toute procédure d'évolution du document d'urbanisme (élaboration, révision, modification, etc) et dans l'application du droit du sol conformément à l'article R 132-1 du Code de l'urbanisme.

Constructibilité en zone d'aléas miniers :

Dans ces zones d'aléas, le principe d'évitement doit être recherché en premier lieu. Celui-ci doit se traduire par une recherche privilégiée du développement de l'urbanisation en dehors des zones soumises au risque d'aléa minier, sur des secteurs non contraints. Il doit être affiché au sein du document d'urbanisme (rapport de présentation, PADD) et clairement retranscrit.

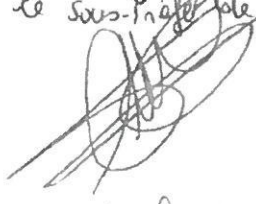
Si un secteur urbain soumis à l'aléa est déjà fortement construit, il peut être classé en zone urbaine à condition que le risque soit clairement identifié (zonage et règlement) et qu'aucune construction nouvelle ne soit autorisée.

En application de l'article R151-31 2° du code de l'urbanisme, le règlement graphique du PLU (ou zonage) doit intégrer une trame spécifique dédiée à la représentation des secteurs présentant un aléa minier.

J'ai demandé à la Direction Départementale des Territoires de se tenir à votre disposition pour vous conseiller quant aux modalités d'intégration de ces aléas dans vos documents d'urbanisme.

Dans l'attente de cette transcription, et à titre conservatoire, je vous recommande de solliciter l'avis de la DDT sur les demandes d'autorisation d'occupation des sols susceptibles d'être concernées par ces différents aléas ; ceux-ci pourront justifier l'application de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme.

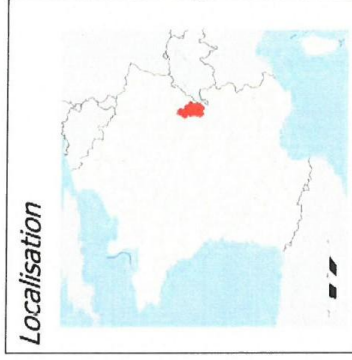
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet

Nicolas VENTRE

Concession de SALINS

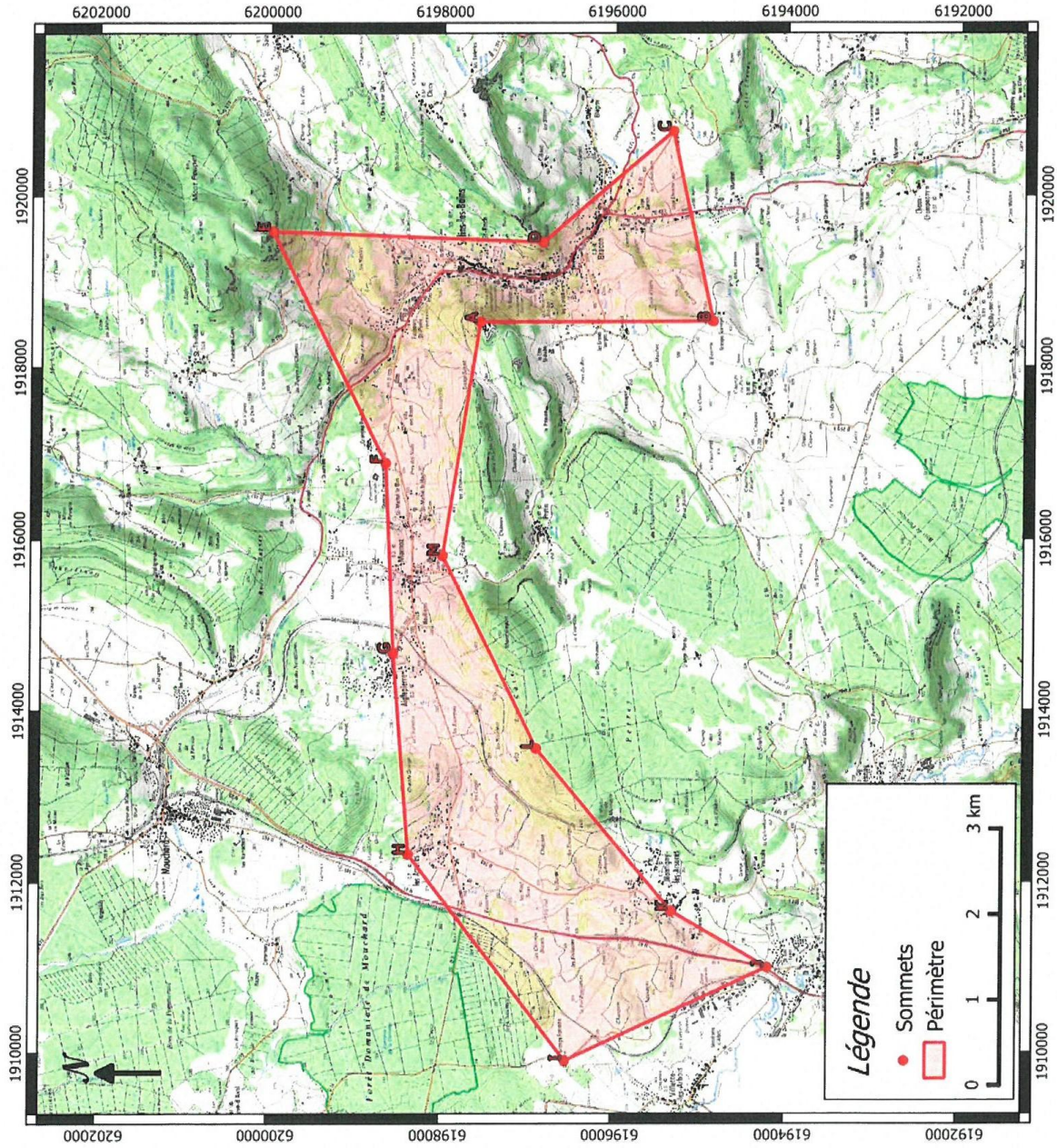
Sommets et périmètre

Projection RGF93 CC47
Fond Scan25 IGN
Juillet 2015



Coordonnées des sommets

SOMMETS	X (m)	Y (m)
A	1918527.6	6197564.3
B	1918531.8	6194868.2
C	1920749.1	6195339.9
D	1919458.4	6196840.4
E	1919586.5	6199978.2
F	1916890.6	6198653.4
G	1914674.7	6198554.7
H	1912322.9	6198365.6
I	1909907.2	6196534.3
J	1910999	6194198.4
K	1911659.2	6195309.9
L	1913559.1	6196886.3
M	1915812.4	6197986



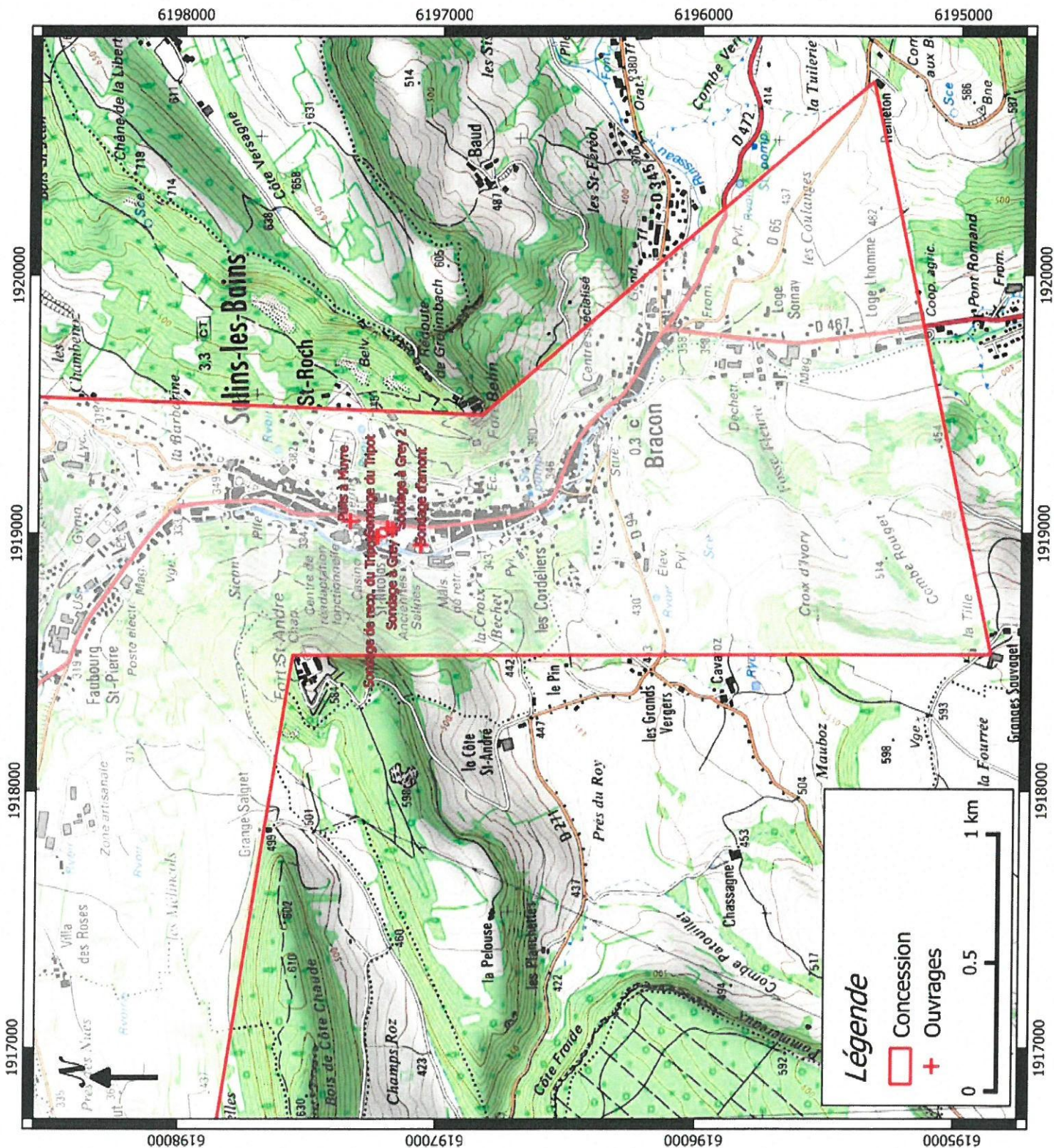
Ouvrages

Projection RGF93 CC47
Fond Scan25 IGN
Juillet 2015

A map of the north-eastern part of the Iberian Peninsula, showing the location of the study area in red. The map includes the coastlines of the Mediterranean Sea and the Atlantic Ocean, and the borders of Spain and Portugal. The study area is located in the north-eastern part of Spain, near the border with France.

Coordonnées des ouvrages

OUVRAGES	X (m)	Y (m)
S. d'amont	1918955.6	6197073.9
S. du Grd Charg.	1919020.7	6197201.7
Puits à Muyre	1919048.1	6197345.7
S. à Grey 2	1919016.8	6197182.7
S. à Grey 1	1919014.7	6197182.7
S. du Triplot	1918988.3	6197242.7
S. reco du Triplot	1918988.3	6197238.7

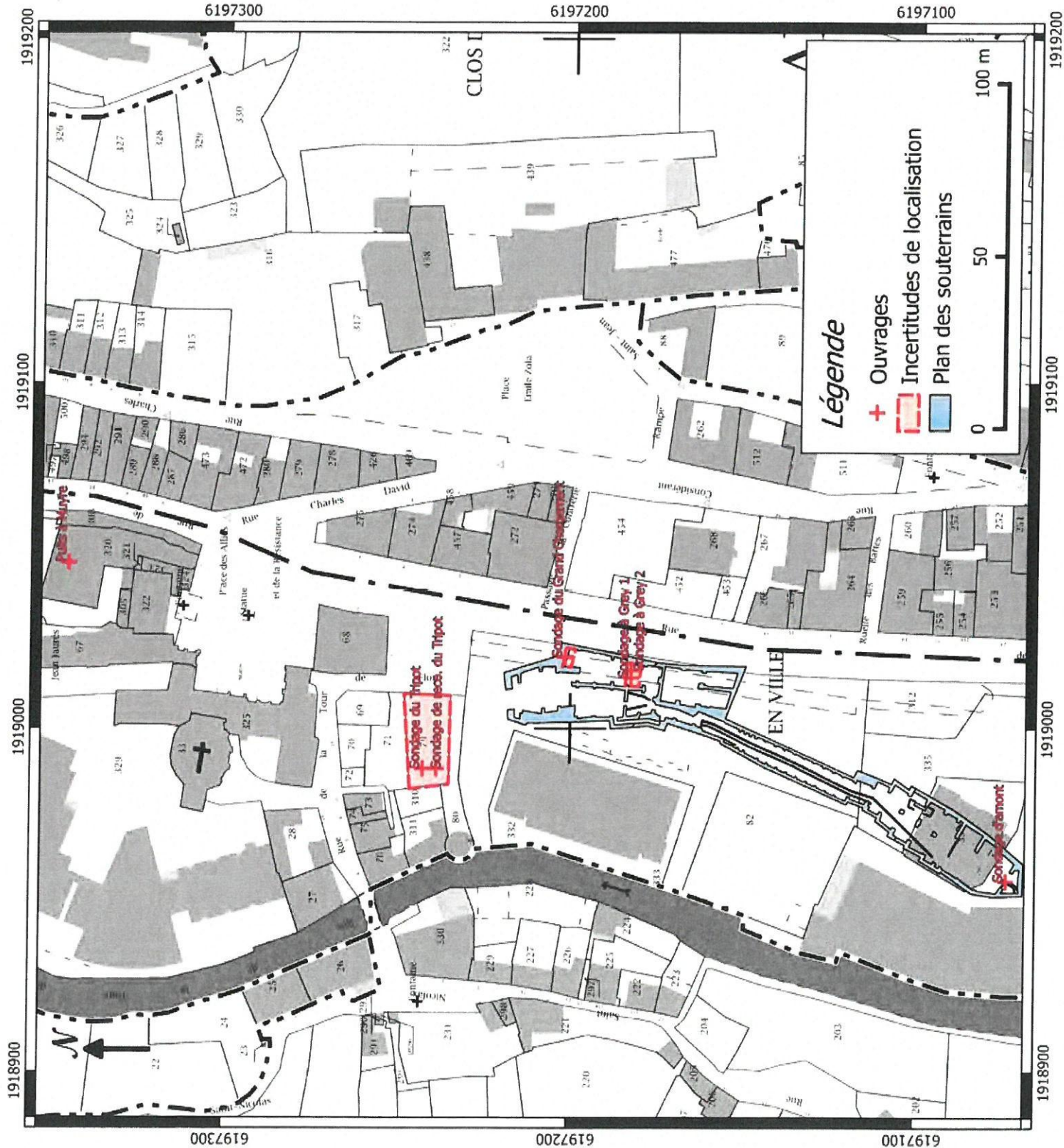


Ouvrages

Projection RGF93 CC47
Fond Cadastral
Juillet 2015

Coordonnées des ouvrages

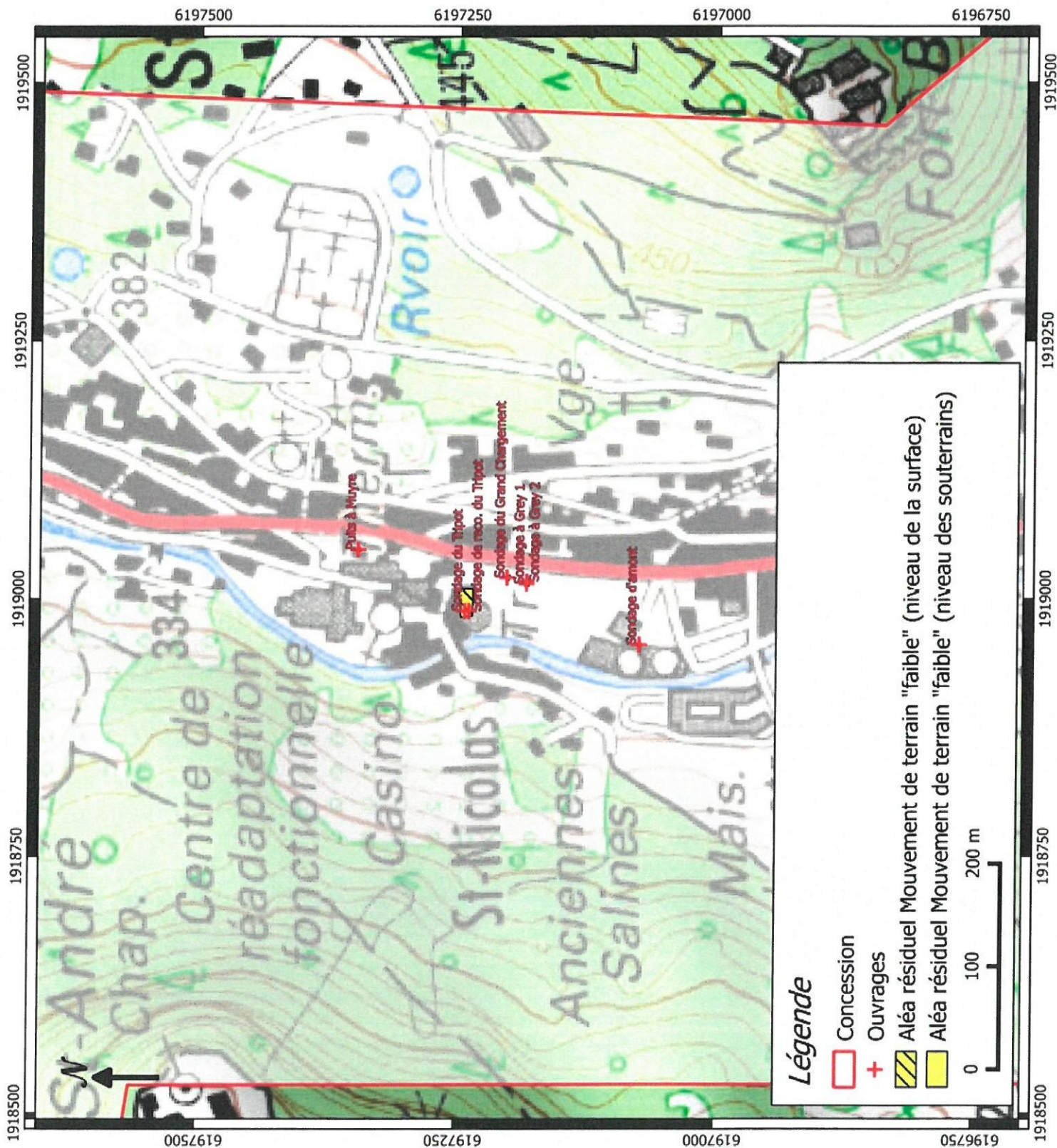
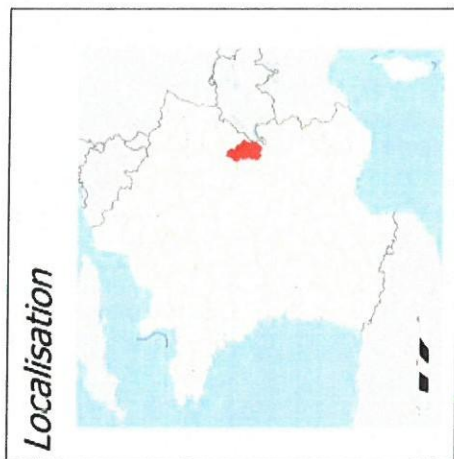
OUVRAGES	X (m)	Y (m)
S. d'amont	1918955.6	6197073.9
S. du Grd Charg.	1919020.7	6197201.7
Puits à Muyre	1919048.1	6197345.7
S. à Grey 2	1919016.8	6197182.7
S. à Grey 1	1919014.7	6197182.7
S. du Tripot	1918988.3	6197242.7
S. reco du Tripot	1918988.3	6197238.7



Concession de SALINS

Aléas Résiduels

Projection RGF93 CC47
Fond Scan25 IGN
Juillet 2015



Concession de SALINS

Aléas Résiduels

Projection RGF93 CC47

Fond Cadastral

Juillet 2015

Localisation



**CONCESSION DE MINES DE SEL GEMME ET SOURCES SALEES SALINS (Jura)
DÉCLARATION D'ARRÊT DEFINITIF DES TRAVAUX MINIERS
ET D'UTILISATION DES INSTALLATIONS ASSOCIEES**

**Document A – Présentation générale du titre minier, des travaux miniers et du dossier de déclaration d'arrêt
définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations associées**

ANNEXE A-1

**Copie de la délégation de pouvoir de Monsieur Hubert FRANCOIS
à Monsieur Patrick DALLA VALLE**

**Copie du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
nommant Monsieur Hubert FRANCOIS en qualité d'administrateur de CSME**

**Copie de l'extrait du Procès-Verbal des délibérations du Conseil d'Administration
nommant Monsieur Hubert FRANCOIS aux fonctions de Président Directeur
Général de CSME**